

DOSSIER DE CONSULTATION

POUR LA ZAC DE PONT-ER-MORH

OBJECTIFS DU DOCUMENT DE CONSULTATION

Le dossier de Création d'une ZAC nécessite diverses études. Elles s'établissent comme suit:

- Un rapport de présentation
- Le mode de réalisation de la ZAC
- Le régime de la zone au regard de le TLE
- Un plan de situation
- Un plan de délimitation

L'ensemble de ces études sont consultables dans le dossier de création qui accompagne ce dossier de consultation. Pour que ce dernier soit complet, il nécessite une dernière étude lourde nommée «Etude d'Impact». Elle nécessite des connaissances spécifiques et sa réalisation ne peut être établie par la collectivité pour des raisons de neutralité, et porte notamment sur les impacts du programme. Ce document a donc pour objectif de consulter des organismes d'études chargés de sa réalisation.

Le dossier de consultation comporte ainsi quatre parties et se répartissent comme suit:

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières
- Le cahier des charges.

SOMMAIRE

PREMIER DOCUMENT - RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet et type de la consultation	page 1
Variantes	page 1
Organisation générale de la consultation	page 1
Jugement des offres	page 3
Dispositions d'ordre général	page 4

SECOND DOCUMENT - ACTE D'ENGAGEMENT

Identifiants	page 5
Engagement du candidat	page 5

TROISIÈME DOCUMENT - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES

Objet du contrat	page 9
Pièces constitutives du contrat	page 9
TVA	page 9
Forfait de rémunération	page 10
Forme du prix	page 10
Règlement des comptes du titulaire	page 10
Délais - pénalités	page 11
Utilisation des résultats	page 12
Arrêt de l'exécution de la prestation	page 12
Résiliation du marché	page 12
Dérogation du CCAG - PI	page 13

QUATRIÈME DOCUMENT - CAHIER DES CHARGES

Objet du cahier des charges	page 14
Consistance de la mission	page 16
Etudes et documents d'appui qui sont ou seront réalisés pour l'étude d'impact	page 17
Conditions et réalisation de la mission	page 17



1^{ER} DOCUMENT

RÉGLEMENTATION DE LA CONSULTATION

I - OBJET ET TYPE DE LA CONSULTATION

1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le contrat régi par le présent RC est un contrat de service qui concerne la mission pour la réalisation de l'étude d'impact pour le projet de ZAC de Pont-Er-Morh à Pontivy.

2 TYPE DE LA CONSULTATION

Cette consultation est une procédure adaptée décrite par l'article 28 du code des marchés publics.

II - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

III - ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA CONSULTATION

1 PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS

- * le présent règlement de la consultation ;
- * l'acte d'engagement ;
- * le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- * le cahier des charges de l'étude et objectifs

2 DOSSIER À FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Chaque candidat aura à produire un dossier candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

A- PHASE CANDIDATURE :

Les déclarations, certificats et attestations suivantes prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- le formulaire DC4 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants) ;
- le formulaire DC5 (déclaration du candidat) et en particulier le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du prestataire. Le mandataire fournira plus précisément les renseignements suivants :

- la liste de plusieurs références de missions équivalentes réalisées ces cinq dernières années.
- Les CV des intervenants qui interviendront directement et personnellement sur l'étude ;

le formulaire DC7 : Ce document remplace les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents et attestant de la régularité de la situation du candidat retenu au regard de ses obligations sociales et fiscales. A défaut une attestation sur l'honneur suffira. Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans les 15 jours les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

NOTA 1 : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si la personne responsable du marché constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours.

B- PHASE OFFRE :

L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dûment datés et signés ;

- Une note méthodologique de 10 pages maximum présentant les dispositions envisagées par le candidat pour mener à bien cette mission présentant :

- la compréhension par l'équipe de la commande ;
- En cas de cotraitance, la composition précise de l'équipe envisagée et la répartition entre les cotraitants des éléments de mission ;
- les délais de réalisation ;
- la déclaration indiquant l'équipement technique dont l'équipe dispose pour l'exécution de la mission ;

S'il s'avère impossible de départager les candidats d'après la seule lecture des dossiers reçus, il pourra être procédé à une audition des meilleures offres (au maximum quatre candidats seront auditionnés).

3 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La date et l'heure limites de réception des offres sont fixées au 01/09 2006 à 12h00.

4 CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents à fournir par les concurrents, définis aux phases A et B du présent règlement de consultation, devront être transmis sous pli cacheté portant les mentions:

Offre pour :

ETUDE D'IMPACT – ZAC de Pont-Er-Morh
NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Dépôt contre récépissé

ou

Envoi postal en lettre recommandée avec AR :

à

Pontivy Communauté
31 rue Jean Moulin
56303 Pontivy

Téléphone : 02 97 25 01 70
télécopieur : 02 97 25 63 69

5 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE

Renseignement(s) administratif(s) :

Pontivy Communauté

Service marchés

31 rue Jean Moulin

56303 Pontivy

Téléphone : 02 97 25 01 70

Responsable des marchés publics : Mme L Brohan

Renseignement(s) technique(s) :

M. Valéry Lelièvre

Pontivy Communauté

31 rue Jean Moulin

56303 Pontivy

Téléphone : 02 97 25 01 70

Une réponse sera alors adressée, par écrit, ou par mail en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier.

IV - JUGEMENT DES OFFRES**1 CRITÈRES DE JUGEMENT**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du Code des marchés publics.

Les critères intervenant pour la recevabilité des candidatures sont :

- l'adéquation des références présentées par rapport à l'opération ;
- l'analyse des compétences.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront pondérés de la façon suivante :

- Valeur technique appréciée sur la base de la note méthodologique (notée sur 4 points);
- Prix des prestations (notée sur 3 points) .
- Appréciation des références sur des thèmes similaires et des cv des intervenants directs sur la mission (notée sur 3 points);

2 SUITE À DONNER À LA CONSULTATION

L'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre sera prononcée par la personne responsable du marché à l'issue de l'analyse des offres.

V - DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL**1** DROITS DE PROPRIÉTÉ ET PUBLICITÉ DES PROJETS

Il est fait application de l'option A du C.C.A.G.-P.I. conformément aux précisions données à l'article 24 du C.C.A.P.

2 DIFFÉRENDS

En cas de litige, seul un Tribunal Administratif est compétent en la matière.

3 UNITÉ MONÉTAIRE ET LANGUE

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO

2 ÈME DOCUMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

Cet acte d'engagement correspond à la solution de base de la consultation.

I - IDENTIFIANTS

1 COLLECTIVITÉ :

Pontivy Communauté
31 rue Jean Moulin
56303 Pontivy

2 OBJET DU MARCHÉ :

Réalisation de l'étude d'impact dans le cadre de projet de ZAC de Pont-er-Morh à Pontivy.

3 NOM, PRÉNOM, QUALITÉ DU SIGNATAIRE DU CONTRAT :

Monsieur le président (J P Le Roch)
à Pontivy Communauté
31 rue Jean Moulin
56303 Pontivy

4 ORIGINE DE SON POUVOIR DE SIGNATURE :

Délibérations du Conseil Communautaire du 19 février 2003.

• Désignation, adresse, du comptable assignataire :

Trésor Public
56300 Pontivy

Le présent contrat est passé en vertu de l'article 28 du Code des marchés publics.

II - ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse professionnelle et téléphone :

☐ agissant pour mon propre compte

☐ agissant pour le compte de la société (indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou Répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée).

☐ agissant en tant que mandataire

☐ du groupement solidaire ☐ du groupement conjoint

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du
Après avoir pris connaissance du Cahier des Charges du 20 Juillet 2006 et des documents qui y sont mentionnés,

A - JE M'ENGAGE, CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DES DOCUMENTS VISÉS CI-DESSUS, À LIVRER LES FOURNITURES DEMANDÉES OU À EXÉCUTER LES PRESTATIONS DEMANDÉES AUX PRIX CI-DESSOUS(1) :

2 MONTANT TOTAL DE L'OFFRE EXPRIMÉE EN EUROS : SELON DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Montant hors TVA(2)

Taux de la TVA(3)

Montant TTC(3)

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

(1) Si les prix doivent prendre la forme d'une liste, indiquer : « Voir annexe financière ». Pour plus d'information sur l'euro, voir site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.finances.gouv.fr/euro>

(2) Le montant est indicatif si le marché comporte des prix unitaires.

(3) Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.

B - COMPTE À CRÉDITER

Numéro :

Banque :

Centre de chèques postaux de :

Trésor public :

C - MODE DE RÈGLEMENT

Par mandat

D - AVANCE FORFAITAIRE

Sans objet

E - DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution du contrat est estimé à douze semaines, à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

F - DURÉE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

L'engagement figurant au 1^{er} me lie pour une durée de 90 jours.

A _____, le _____,

Le candidat
(représentant habilité pour signer le contrat)

A _____, le _____,

Le Président ,

ETAPES		Montant HT
(1)• Analyse des données existantes et définitions des compléments d'étude nécessaires éventuels,		
(2)• Etablissement d'une première rédaction du dossier parallèlement à l'établissement des études complémentaires décidées,		
(3)• Après observations de Pontivy Communauté qui collectera les observations des autres partenaires concernés (Commune, DDE et autres), et après remise des dossiers définitifs des études d'appui : établissement de la rédaction définitive constituant une partie du dossier de création de la ZAC.		
(4)• Si le dossier de ZAC est approuvé, et en fonction des modifications ou des demandes, établissement d'un complément du dossier d'étude d'impact pour le dossier de réalisation de la ZAC.		

3 ÈME DOCUMENT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES

I - OBJET DU CONTRAT**1 OBJET DU CONTRAT**

Le contrat régi par le présent CCAP est un contrat de service qui concerne la mission pour la réalisation de l'étude d'impact pour le projet de ZAC de Pont-Er-Morh à Pontivy.

2 TITULAIRE DU CONTRAT

Les caractéristiques du titulaire du contrat sont précisées dans l'acte d'engagement.

3 CATÉGORIE D'OUVRAGES

Sans objet.

4 CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Les éléments de mission sont définis dans le Cahier des Charges.

5 SUIVI D'EXÉCUTION

Le suivi d'exécution est assuré par les services en charge du dossier de ZAC à Pontivy Communauté.

La validation des différentes étapes se fera auprès d'un groupe de suivis composé d'élus communautaires, de représentants des services de Pontivy Communauté, et, en tant que de besoin, de personnalités extérieures qualifiées.

II - PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du contrat comprennent :

1 PIÈCES GÉNÉRALES

En vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par le Décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié.

2 PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent CCAP,
- Le Cahier des Charges de l'étude et ses objectifs.

III - TVA

Tous les montants figurant dans le présent contrat, sont exprimés hors TVA.

IV - FORFAIT DE REMUNERATION

La rémunération est établie sous la forme d'un forfait.

- Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.
- Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'étude.

Le candidat devra chiffrer son offre en décomposant le prix global forfaitaire proposé.

Si du fait du maître d'ouvrage, le programme de l'étude était modifié sans remise en cause des conditions économiques, la fixation d'un nouveau forfait fera l'objet d'un avenant.

V - FORME DU PRIX

Le prix est ferme et définitif.

VI - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

1 AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire n'est prévue.

2 ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire pourra faire l'objet d'acomptes pour les éléments de mission tels que précisés dans le Cahier des Charges.

3 SOLDE

- Décompte final

Le décompte final établi par la collectivité comprend :

- (a) - Le forfait de rémunération réajusté éventuellement par avenant ;
- (b) - Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées en application du présent marché ;
- (c) - La rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de la mission, cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

- Décompte général – Etat du solde

Pontivy Communauté établit le décompte général qui comprend :

- (a) - Le décompte final ci-dessus ;
- (b) - La récapitulation du montant des acomptes ;
- (c) - Le montant hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et la somme des acomptes antérieurs ;
- (d) - L'incidence de la TVA ;
- (e) - L'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c) et d) ci-dessus.

Pontivy Communauté notifie au titulaire le décompte final, le décompte général et l'état du solde. Les documents deviennent définitifs dès l'acceptation par le titulaire.

4 DELAIS DE MANDATEMENT

Il est fixé à 45 jours après réception de la demande.

VII - DELAIS - PENALITES

1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDE

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans le Cahier des Charges (Article C).

2 RECEPTION DU DOCUMENT D'ETUDE

VII 21• PRESENTATION DES DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 32, 2e alinéa du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit Pontivy Communauté de la date à laquelle le document d'étude lui sera présenté.

VII 22• NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Les documents d'études sont remis par le titulaire à Pontivy Communauté pour vérification et réception. Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé au Cahier des Charges (Partie IV). Pontivy Communauté se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

VII 23• DELAIS D'INSTRUCTION DU MANDATAIRE MAÎTRE D'OUVRAGE

En dérogation à l'article 33, 2e alinéa du CCAG-PI, la décision par Pontivy Communauté de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet du document d'étude ci-dessus doit intervenir dans un délai de quatre semaines.

Ce délai court à compter de la date de l'accusée de réception par Pontivy Communauté des documents d'études réceptionnés.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

En cas de rejet ou d'ajournement, les parties décideront ensemble du nouveau délai accordé au titulaire pour présenter un projet modifié. Pontivy Communauté disposera alors pour donner son avis, après présentation par le titulaire du document modifié, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

VII 24• PENALITES A L'ISSUE DE CHAQUE OFFRE

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante : $P = (V * R) / 3000$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard.

VIII - UTILISATION DES RESULTATS

L'opération retenu concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs de la personne responsable des marchés et du maître d'œuvre en la matière est l'option B telle que définie au chapitre IV du CCAG-PI (art. 19) 31 inclus-.

Par dérogation à l'article B 20.2 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut exercer son droit d'utilisation de reproduction des documents, dessins, sans consultation préalable du titulaire. La personne publique disposera du droit de reproduction et d'utilisation pour la totalité et l'ensemble des besoins de l'opération.

Le titulaire, ses ayants droit, curateur ou l'administrateur judiciaire si la réalisation intervient après liquidation judiciaire de la société titulaire du contrat ne pourront s'opposer à l'utilisation des documents, études, plans, rapports, etc, et leurs compléments ou adaptations s'il y a lieu, par un nouveau prestataire, dans les limites autorisées sans dénaturation de l'œuvre.

IX - ARRÊT DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 18 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques correspond aux éléments de mission tels que définis à l'article 1.5 du présent CCAPhases suivantes:

- (1)• Analyse des données existantes et définitions des compléments d'étude nécessaires éventuels,
- (2)• Etablissement d'une première rédaction du dossier parallèlement à l'établissement des études complémentaires décidées,
- (3)• Après observations de pontivy Communauté qui collectera les observations des autres partenaires concernés (Commune, DDE et autres), et après remise des dossiers définitifs des études d'appui : établissement de la rédaction définitive constituant une partie du dossier de création de la ZAC.
- (4)• Si le dossier de ZAC est approuvé, et en fonction des modifications ou des demandes, établissement d'un complément du dossier d'étude d'impact pour le dossier de réalisation de la ZAC.

X - RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles s35 à 40 inclus du CCAG-PI, avec les précisions suivantes :

1 RESILIATION DU FAIT DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du bureau d'études, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au 4° de l'article 36.2 du CCAG-PI est fixé à 3 %.

2 RESILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU CONTRACTANT OU CAS PARTICULIERS

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le bureau d'études et acceptées par le maître de l'ouvrage, est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou l'incapacité civile du titulaire (art. 39.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

XI - DEROGATIONS AU CCAG-PI

ARTICLES DU CCAGP-PI AUXQUELS IL EST DÉROGÉ	ARTICLES CCAG-PI PAR LESQUELS SONT INTRODUITES CES DÉROGATIONS
32 , 2 e alinéa	VII.21
33 , 2e alinéa	VII.23
B. 202.8	Art.VIII

A

,le

Le candidat
(représentant habilité pour signer le contrat)

A

,le

Le Président ,

4 ÈME DOCUMENT

CAHIER DES CHARGES

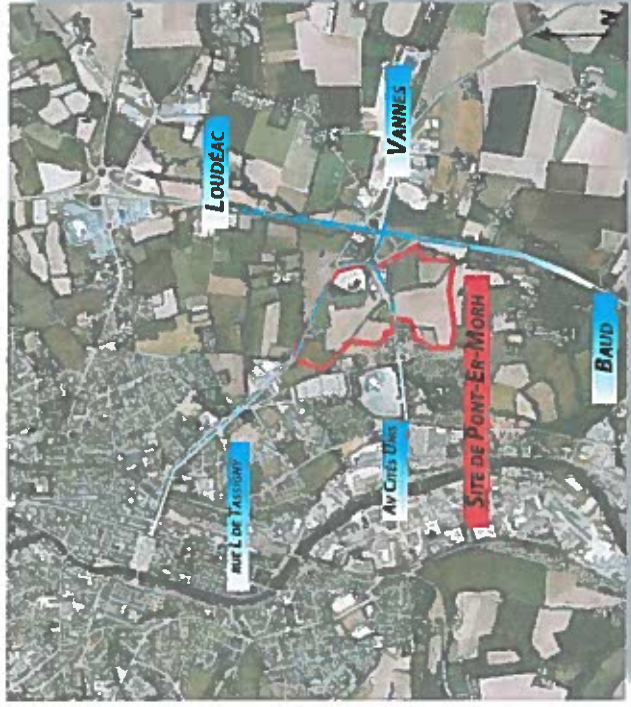
I - OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Le présent document a pour objet de définir la nature et les conditions de réalisation de l'étude d'impact en vue de l'élaboration des dossiers de création puis des dossiers de réalisation du projet de ZAC dans le secteur de Pont-Er-Morh à Pontivy, conformément aux lois et décrets en vigueur.

A - ELEMENTS DE SITUATION ET OBJECTIFS POUR LA ZAC DE PONT-ER-MORH

1 SITUATION

Dans le cadre de sa compétence, la Communauté de Communes met en place de nombreuses opérations afin de promouvoir le développement économique du territoire. Elle souhaite par ailleurs diversifier ses actions en utilisant de nouveaux outils. Pontivy Communauté a donc décidé pour la première fois de réaliser une Zone d'Aménagement Concerté sur le site de Pont Er Morh



URBANISER

Inscrit en zone AUi au document d'urbanisme (PLU), le programme d'action s'inscrit pleinement dans la continuité des politiques locales en respect de la loi SRU. De ce fait, les activités qui s'installeront sur le site, tiendront compte des habitations à proximité. Les éléments naturels seront ainsi conservés et la qualité de traitement des espaces sera en respect total des préconisations inscrites au document d'urbanisme.

2 LES OBJECTIFS

Le projet de création de ZAC répond à plusieurs objectifs :

RELIER - DÉSENCLEAVER

Le site de Pont-Er-Morh qui constitue une des extensions de la ville, permettra de relier le tissu urbain, aux parcs d'activités et notamment à celui de Gohéléve, ainsi qu'à l'artère routière «Loudéac Lorient». Il s'agira également de créer sur le site, un axe de desserte structurel interquartier entre la rue Des Cités Unies et la rue de L de Tassigny.

ORGANISER ET STRUCTURER

Le site est avant tout un «espace vierge» situé en périphérie immédiate de la ville. Cette opération de ZAC permettra d'étendre les fonctions urbaines avec l'apport d'activités et d'équipements qui faciliteront la continuité du tissu urbain. Le programme comme il est envisagé, prévoit des transitions entre les activités, l'équipement public et l'habitat à proximité. Les éléments remarquables du site comme les haies et chemins piétonniers, favoriseront ces transitions, facteur d'une bonne intégration urbaine.



L'ENVIRONNEMENT DU SITE EST COMPOSÉ DE :

- deux équipements publics majeur, que sont la salle omnisport, réalisée en 2005 et la salle Safire, qui compte actuellement près de 4000 places, avec une extension de 300 places supplémentaire, pour les diverses activités culturelles. (ici en bleu)
- les constructions des entreprises en place sur le site. (ici en orange).
- des habitations proches dans la partie Nord du site puisque le centre-ville n'est qu'à 500 mètres. (ici en jaune)
- Une proximité immédiate avec les grands axes mais aussi une position d'intersection entre deux «entrées de ville».

- Le premier pour les activités économiques.
- Le second permettant la réalisation d'équipements d'intérêt collectif ou d'activités tertiaires compatibles avec l'habitat

4 - COMPOSITION DU DOSSIER DE ZAC

La mise en place d'une Zone d'Aménagement Concerté comporte quelques étapes:

- des études préalables
- un dossier de création
- un dossier de réalisation

II - CONSISTANCE DE LA MISSION

La mission consiste à réaliser l'étude d'impact, avec rédaction des textes et réalisation des illustrations, en exploitant les études d'appui et les documents graphiques fournis.

1 LES ILLUSTRATIONS SERONT RENDUES EN COULEUR.

2 L'ÉTUDE D'IMPACT COMPRENDRA NOTAMMENT :

- Les objectifs de l'opération,
- L'analyse de l'état initial du site et de son environnement, notamment :
 - . Milieu physique et naturel,
 - . Environnement urbain,
 - . Contexte économique et social,
 - . Circulation et déplacements,
 - . Qualité de l'eau,
 - . Environnement sonore actuel.
- Une analyse comparative des variantes et raison du choix du projet,
- Les impacts permanents du projet et mesures compensatoires, notamment :
 - . Milieu physique et naturel,
 - . Environnement urbain,
 - . Impact économique et social,
 - . Impact sur le fonctionnement du site,
 - . Circulation et déplacement,
 - . Impact sur la santé.

- Les impacts temporaires et mesures compensatoires :
 - . Planning global des travaux,
 - . Impacts liés sur la santé.
- La synthèse et l'évaluation du coût des mesures compensatoires,
- Le résumé non technique.

Le candidat retenu sera associé à la phase de concertation qui débutera une fois les études bien avancées. Cette participation se traduira par la production de documents graphiques et la participation à deux réunions publiques.

III – ETUDES ET DOCUMENTS D'APPUI QUI SONT OU SERONT RÉALISÉS POUR L'ÉTUDE D'IMPACT

1 **DANS SA MISSION, LE TITULAIRE DU MARCHÉ AURA À PRENDRE CONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES ÉTUDES ET DOCUMENTS DÉJÀ RÉALISÉS SUR LE SECTEUR RELATIF À SON ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT, ET AUSSI, AU SENS LE PLUS LARGE.**

2 **IL AURA, À L'ISSUE DE CETTE PREMIÈRE ÉTAPE, À FAIRE PART À PONTIVY COMMUNAUTÉ, DE SON AVIS SUR LES ÉTUDES D'APPUI SERVANT DE BASE À L'ÉTUDE D'IMPACT DONT IL A LA CHARGE.**

- Il aura à proposer dans ce cadre, toutes nouvelles études ou tous compléments d'études qui lui paraîtraient nécessaires, et à en proposer le Cahier des Charges.
- Ces études elles-mêmes ne sont pas à sa charge.

3 **LES ÉTUDES SUIVANTES SONT DISPONIBLES ET POURRONT ÊTRE UTILISÉES PAR LE TITULAIRE :**

- Etude paysagère du parc d'activités de Pont-Er-Morh Octobre 2006
- Diagnostic et enjeux sur le site de Pont-Er-Morh Mai 2006,
- Etat d'avancement du dossier de création Juillet 2006.
- Etude Loi Barnier autour du site de Pont-Er-Morh 2005

IV – CONDITIONS ET RÉALISATION DE LA MISSION

1 **L'ÉTUDE D'IMPACT SERA RÉALISÉE SELON LES ÉTAPES SUIVANTES :**

- (1)• Analyse des données existantes et définitions des compléments d'étude nécessaires éventuels,
- (2)• Etablissement d'une première rédaction du dossier parallèlement à l'établissement des études complémentaires décidées,

(3)• Après observations de pontivy Communauté qui collectera les observations des autres partenaires concernés (Commune, DDE et autres), et après remise des dossiers définitifs des études d'appui : établissement de la rédaction définitive constituant une partie du dossier de création de la ZAC.

(4)• Si le dossier de ZAC est approuvé, et en fonction des modifications ou des demandes, établissement d'un complément du dossier d'étude d'impact pour le dossier de réalisation de la ZAC.

- Les phases 1 à 3, mentionnées ci-dessus, seront réalisées dans un délai de six semaines à compter de l'ordre de service qui prescrira le démarrage de la mission.

- La phase 4, mentionnée ci-dessus, sera réalisée dans un délai de six semaines à compter de l'ordre de service qui prescrira le démarrage de la mission.

- Pendant toute la durée de l'étude et en tant que de besoin, des réunions seront organisées par la commune avec le bureau d'études titulaire de la mission et les partenaires extérieurs. La validation des différentes étapes se fera auprès d'un groupe de suivi composé d'élus municipaux, de représentants des services de Pontivy Communauté, et , en tant que de besoin, de personnalités extérieures qualifiées.

- Les comptes rendus de ces réunions seront établis par le titulaire.

- Les observations de la commune sur les documents produits au fur et à mesure seront formulées ensuite par écrit.

- Tous les documents intermédiaires seront produits en cinq exemplaires par le bureau d'études.

- L'étude finale sera présentée avec toutes pages couleurs nécessaires à la bonne compréhension du dossier. Elle sera rendue en cinq exemplaires couleurs, plus un exemplaire sous forme de CD Rom (format bureautique classique de type WORD pour les textes).

- L'étude sera présentée en format A 4.

A

,le

Le candidat
(représentant habilité pour signer le contrat)

A

,le

Le Président ,